

# Productions types du CST Forêt

Sur la base de l'expérience du Comité Technique  
Foncier et Développement

**Réunion du Comité Scientifique et Technique « Forêt »  
du 13 mai 2019 – Paris**



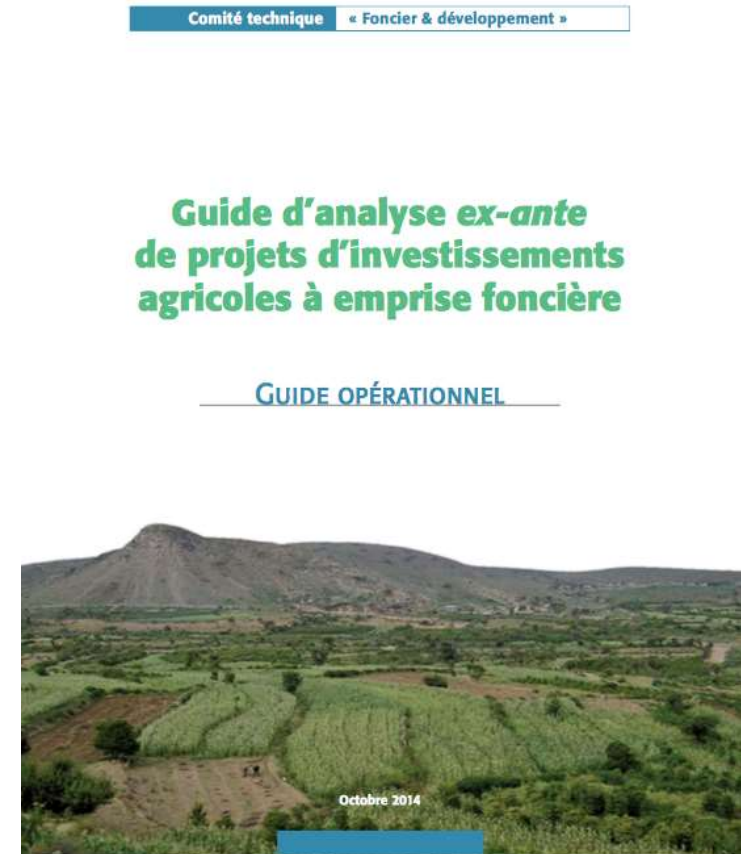
# 1. Chantier thématique de longue durée (1 à 2 ans) débouchant sur un ouvrage collectif

- Animation confiée à une ou plusieurs personnes ou organisations
- Exemple : « Opportunité d'une approche par les communs », 75 p. (2017)
- Préparé par CIRAD/IED (5 chercheurs), avec 10 encadrés, enquêtes auprès de 30 membres, validé par une réunion du Comité en janvier 2017



# Autre exemple d'ouvrage

- Les critères d'investissement à grande échelle, 84 p.
- Chantier commun  
Agter/IIED/Gret - 3 co-auteurs
- Production du guide – 1 an



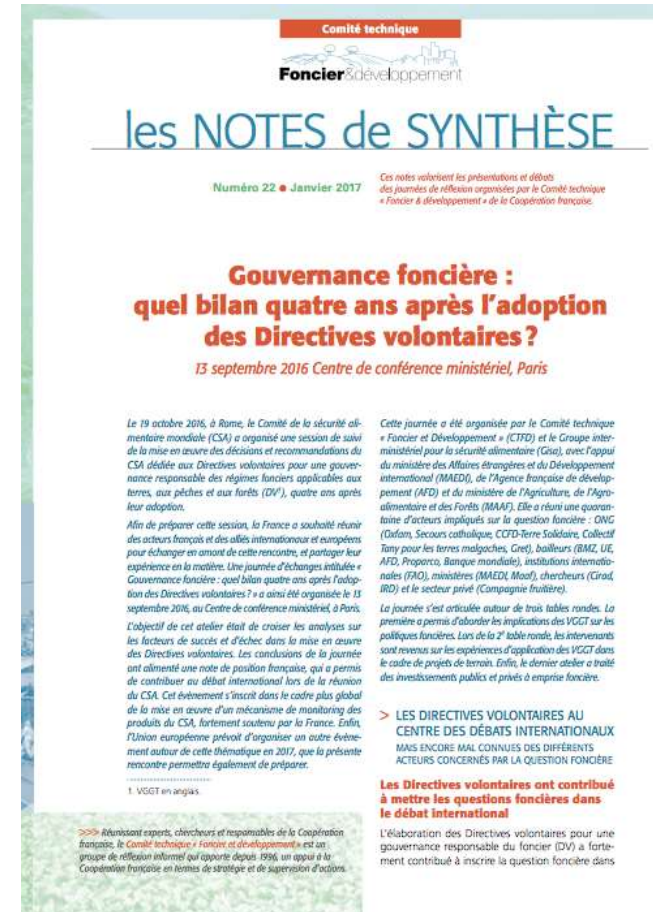
## 2) Journées thématiques donnant lieu à la rédaction d'une note de synthèse (10 à 20 pages )

- Exemple : Synthèse de la table ronde de Saint Louis sur « Les trajectoires des politiques foncières d'Afrique de l'Ouest et Madagascar » – 17 p. (2018)
- Organisée par le Secrétariat avec des co-animateurs du CTFD
- Rédigée par le Secrétariat, avec l'appui des co-animateurs et intervenants de la table-ronde



# Autre exemple de note de synthèse

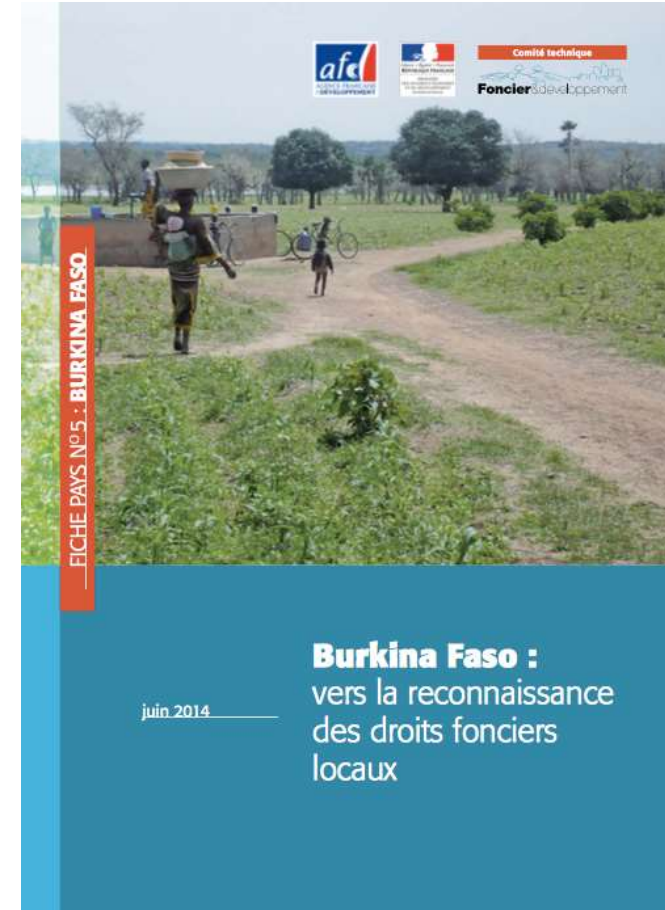
- Gouvernance foncière: quel bilan quatre ans après l'adoption des Directives volontaires ? 8 p. (2017)
- Synthèse d'une journée d'échange co-organisée par CTFD/ GISA, avec l'appui du MAEDI, de l'AFD et du MAAF en sept 2016





### 3) Etudes et recherches ponctuelles, commanditées à un ou plusieurs experts/chercheurs

- Exemple : Fiche pays Burkina rédigé par P. Hochet, 36 p. (2014)
- Travaux présentés et discutés en CTF



# Autre exemple : rapport de recherche

- Acquisitions à grande échelle M. Boche et W. Anseeuw, 60 p. + annexes (2014)



- Exemple : Les politiques de formalisation des droits coutumier en Afrique rurale subsaharienne, par Jean- Pierre Chauveau (IRD)

- pour comprendre,  
se poser de bonnes questions  
et agir sur le foncier  
en Afrique de l'Ouest
- Depuis les années 1990, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne mettent en œuvre des politiques de formalisation à grande échelle des droits dits « coutumiers ». Également qualifiées de politiques « d'enregistrement », de « légalisation » ou encore de « sécurisation des droits fonciers par le titre », elles sont censées permettre aux acteurs ruraux d'accéder, grâce à des titres sûrs, au crédit et à l'investissement. Pourtant, pas plus que les tentatives faites durant l'époque coloniale, ces politiques n'ont abouti à de résultats probants : entre 2 et 10 % des terres rurales seraient aujourd'hui officiellement enregistrées, en incluant les mutations non actualisées. Ces politiques ont d'ailleurs régulièrement soulevé des réserves sur leur efficacité et sur les risques de déstabilisation politique et sociale qu'elles peuvent entraîner. Or les politiques contemporaines font preuve de beaucoup moins de prudence vis-à-vis de ce qui s'apparente aujourd'hui à un dogme de la formalisation des droits locaux. Avec un avenir tout aussi incertain ?
- Comité technique  
Foncier & Développement
-  
- Comité technique « Foncier & développement »
- ## Les politiques de formalisation des droits coutumiers en Afrique rurale subsaharienne : une histoire tourmentée
- par Jean-Pierre Chauveau<sup>1</sup>, février 2018
- ### Une offre coloniale de formalisation timorée par crainte des effets de déstabilisation sociale
- Le projet d'appliquer les législations propriétaires aux populations « indigènes » fut longtemps écarté par les pouvoirs coloniaux. La priorité était donnée à la préservation de la stabilité sociale et politique, d'autant que les cultures paysannes d'exportation se développaient dans l'entre-deux guerres sans que les autorités aient à se soucier du caractère approprié ou non des régimes fonciers coutumiers. Après la seconde guerre mondiale, les pressions internationales sur les puissances coloniales et l'opposition des partis nationalistes endiguèrent les velléités coloniales de légaliser les terres coutumières.
- Cette réserve vis-à-vis de l'introduction de la propriété privée formalisée dans les sociétés rurales se manifesta tout au long de la période coloniale au sein des administrations et dans les milieux de l'expertise et de la recherche par une tension entre le souci de préserver ces sociétés de graves bouleversements sociaux (selon les conceptions coloniales) et une approche « offensive » favorable à leur ouverture aux intérêts économiques coloniaux et au
- marché. Au moment des Indépendances, la question de la formalisation des droits coutumiers était devenue un élément récurrent et débattu de la « culture du développement ».
- ### Des tentatives coloniales d'enregistrement systématique aux piètres résultats et aux effets non maîtrisés
- Les expériences coloniales de délivrance systématique de titres de propriété furent peu nombreuses. Dans les colonies françaises, où les droits coutumiers étaient reconnus comme droits d'usage personnels et non cessibles, ces tentatives se limitaient à la promotion épisodique de titres indigènes simplifiés et facilités qui ciblaient les sujets les plus investis dans la mise en valeur du territoire et influents politiquement : commerçants, fonctionnaires subalternes, colons agricoles, chefs et notables. Ne faisant pas l'objet de mesures systématiques et contraignantes, ces titres indigènes furent délaissés par la masse des agriculteurs. Les décrets de 1955 et 1956, qui supprimaient la présomption de
- <sup>1</sup> Sociocritique/IRD / UNIA GRED : [jean-pierre.chauveau@ird.fr](mailto:jean-pierre.chauveau@ird.fr)

<sup>1</sup> Socio-anthropologue, IRD / UMR GRED : [jean-pierre.chaveau@ird.fr](mailto:jean-pierre.chaveau@ird.fr)



# Autre fiche pédagogique

- What is land tenure security and how can it be strengthened? By Philippe Lavigne-Delville
- Traduction en anglais d'une fiche pédagogique en français

**BRIEFING NOTES**  
to improve our understanding and ability to ask the right questions and take effective action on land matters in West Africa

**"Land Tenure & Development" Technical Committee**

## What is land tenure security and how can it be strengthened?

by Philippe Lavigne Delville<sup>1</sup>, July 2017

*Tenure insecurity has been a major theme in land policy debates since the 1990s. However, it is often unclear what the term actually means. Security should not be confused with formalised or legalised rights or private ownership. Secure tenure means that land right holders can rest assured that their land rights (whatever they are) will not be contested, and that they will be confirmed by the authorities if they are challenged. Therefore, this is primarily an institutional matter.*

**Having secure rights means being protected against forced eviction**

Rural actors need secure tenure so that they can exploit their land without the risk of their efforts coming to nothing: they can reap what they have sown without being thrown off their land before it is harvested, cultivate a plot for long enough to see a return on their investments, and not run the risk of having their rights contested by the State or other powerful actors.

● **Secure rights do not require private ownership or even formalised and legalised rights**

Many analyses wrongly equate security with private ownership. But I can hold a land title and be insecure if I cannot exploit my parcel, if the land is already covered by a title in someone else's name, if the purchase was illegitimate or my land is occupied by someone who feels that it has been stolen from them. Or if the judiciary has been corrupted and finds in favour of someone richer or more powerful than me. Conversely, even if my rights to this parcel are "informal", I am secure if everyone knows that I inherited this land from my father or bought it from a neighbour, or if I can rely on the local authorities

or State to uphold my rights if they are contested.

Exploitation rights obtained from other people can also be secured. If someone lends me a plot for a year I am in a precarious situation in the sense that I may not be able to find another plot the following year, but my tenure is not insecure if I can exploit the parcel this year without risk. The security of rights is a different matter from their content or duration. There is often confusion between insecure rights and precarious tenure.

● **Security of tenure is primarily an institutional matter**

Land rights are secure if their holder is assured of being able to exercise them, whatever their content or duration. In other words, having secure tenure means that no-one is seeking to contest your rights, and if they are contested you can defend them and the authorities will find in your favour if the dispute goes to arbitration. Rights that are not legitimate may be upheld by force, but otherwise, secure tenure means that the rights concerned are legitimate, in accordance with socially accepted norms, and that the authorities are able to guarantee them

<sup>1</sup> Research Director at IRD  
philippe.lavignedelville@ird.fr

Technical Committee  
**Land Tenure & Development**  
AFD

# Diffusion des publications

- Sur le portail Foncier & développement  
<http://www.foncier-developpement.fr>
- Publication papier (ouvrages uniquement)

